

# La Gauche : essais de définition

Dictionnaire politique, Paris, 1842.

Un médecin qui fut libéral donne une explication toute physiologique de ces mots *Droite* et *Gauche*, qui servent à désigner les deux fractions parlementaires les plus opposées. Le côté droit du corps humain contient une plus grande masse de muscles que le côté Gauche ; mais, en revanche, c'est à Gauche que se trouve située la région du cœur. « C'est pour cela, dit-il, que dans nos luttes politiques, le parti qui se présente comme le plus éminemment patriotique ou libéral occupe la Gauche des Assemblées, tandis que le côté droit est préféré par les amis de l'autorité et du pouvoir monarchique. » — Quoi qu'il en soit de cette explication, il est certain que, depuis le commencement de la Révolution jusqu'à ces derniers temps, les hommes qui siégeaient sur les bancs de la Gauche se sont montrés les défenseurs vigilants du principe de la liberté, tandis qu'à l'extrémité opposée, les membres de la droite défendaient plus particulièrement le principe du pouvoir. Mais, depuis quelques temps, sans doute par un effet de cette anarchie intellectuelle et morale qui divise les esprits et les cœurs, ces anciennes divisions ont beaucoup perdu de leur valeur. Il y a sur les bancs de la Droite aussi bien que sur ceux de la Gauche des zélés de la liberté, et il ne serait pas bien difficile de trouver dans le sein de la Gauche un assez grand nombre d'hommes qui sont plus préoccupés de se hisser au pouvoir que de sauvegarder les libertés publiques. — On appelle *Gauche dynastique* cette portion de l'ancienne opposition qui ne sépare point la dynastie d'Orléans de ses projets ultérieurs, et *Gauche puritaine* ou *Extrême Gauche* des hommes pour lesquels l'existence de cette dynastie est très secondaire.

Dictionnaire des Sciences Sociales, Paris, 1964.

Le sens politique du mot «gauche» date de la Révolution française. Aux Etats Généraux, puis à l'Assemblée Nationale Constituante à partir du 11 septembre 1789, les députés se répartirent dans l'hémicycle de la droite à la gauche par rapport au président et à la tribune qui leur faisaient face. Le Tiers Etat était à gauche du Président, la Noblesse et le Clergé à droite. Ainsi, à l'origine, la gauche était formée des partisans d'un bouleversement profond de l'ordre social établi, des révolutionnaires. Aussitôt le vocabu-

laire politique utilisa les expressions de « la droite et la gauche » pour désigner les partisans du pouvoir royal et ceux de la révolution.

Par la suite, le terme gauche reçut de multiples acceptions, car il continua à être employé non seulement en France, mais dans bien d'autres pays et à l'occasion de débats totalement étrangers, au moins à première vue, à celui qui opposait en 1789 les partisans et les adversaires de la monarchie française.

De nos jours, ce terme est à la fois aussi irremplaçable qu'ambigu.

I. Plusieurs problèmes ont déterminé historiquement le clivage entre la droite et la gauche, et dans la mesure même où ces problèmes restent encore sans solution, on peut reconnaître autant de sens du mot gauche que de débats en cause.

Il est donc possible de distinguer en se limitant à l'Occident :

A. Une gauche religieuse : elle comprend tous les héritiers proches ou lointains de la philosophie des lumières, tous les adversaires de la pensée chrétienne et de l'Eglise catholique.

B. Une gauche politique : elle groupe les partisans des institutions démocratiques et républicaines, tous ceux qui se méfient des pouvoirs forts et vivent dans l'esprit des révolutionnaires français en lutte contre la monarchie.

C. Une gauche sociale : favorable à l'égalité sociale, elle combat toutes les distinctions fondées sur la richesse, la naissance ou l'appartenance sociale, elle rêve d'une société où tous les hommes auront les mêmes possibilités de promotion et les mêmes chances d'épanouissement.

D. Une gauche économique : traditionnellement elle se confond pratiquement avec l'ensemble des mouvements socialistes et dénonce l'anarchie et l'injustice du capitalisme libéral auquel elle propose de substituer une direction consciente de l'économie. Mais plus récemment, certains ont voulu définir la gauche économique par le refus du malthusianisme et la préoccupation de la croissance s'opposant alors non plus tant au capitalisme qu'aux groupements dont l'action freine l'expansion.

Toutes les difficultés viennent de ce que des individus, ou des groupes, peuvent, sans contradiction, n'appartenir qu'à une ou plusieurs de ces gauches. Par

exemple, les catholiques sociaux les plus avancés ou « chrétiens de gauche » souscrivent à toutes les idées de gauche précitées, sauf celles concernant le problème religieux. Nombreux sont les auteurs qui ont mis en lumière l'entrecroisement de ces différents clivages.

R. Aron écrit ainsi : « La gauche est animée par trois idées non pas nécessairement contradictoires, mais le plus souvent divergentes : liberté contre l'arbitraire des pouvoirs et pour la sécurité des personnes, organisation afin de substituer à l'ordre spontané de la tradition ou à l'anarchie des initiatives individuelles un ordre rationnel » (1).

« Entre les différents groupes qui se veulent de gauche, il n'y a jamais eu d'unité en profondeur. D'une génération à une autre, les mots d'ordre et les programmes changent. La gauche qui se battait hier pour un régime constitutionnel a-t-elle encore quelque chose de commun avec celle qui s'affirme aujourd'hui dans les régimes de démocratie populaire » (2).

J. Meynaud et A. Lancelot : « L'évolution économique impose en tout cas de nouveaux clivages ; la distinction fondamentale entre droite et gauche passait autrefois par la question du régime républicain et par la question religieuse : elle était au fond de nature politique, elle passe désormais par la question sociale. Or, les droites et les gauches qui se forment sur chaque problème ne coïncident plus : bien des « laïques » par exemple, sont socialement plus conservateurs que les « cléricaux ». La distinction perd toute clarté et l'électeur qui avait tant contribué à en maintenir l'esprit sous la III<sup>e</sup> République ne s'y retrouve pas. Le pouvoir, il est vrai, ne l'aide guère sur cette voie : les gouvernements de coalition reposent sur la coopération des deux tendances, que masque à peine leur opposition verbale ; une partie des « rouges » gouverne toujours avec une partie de « la droite la plus bête du monde » (3).

A. Siegfried : « La grosse difficulté vient de ce qu'en France on est parfois à gauche politiquement et à droite socialement. La gauche politique exclut les catholiques, toujours mal à l'aise en face du dogme de la souveraineté populaire ; la gauche sociale comprend maint catholique dont la hardiesse réformatrice laisse à droite bien des radicaux bourgeois » (4).

Tous les auteurs qui se sont efforcés de donner de la gauche une définition en termes politiques ou sociologiques sont ainsi amenés à choisir un des clivages possibles parmi ceux que nous avons analysés.

A. Siegfried choisit ainsi le critère le plus traditionnel : « Tout au fond de l'opposition entre droite et gauche, il y a l'opposition du pouvoir absolu et du pouvoir populaire » (5).

C. Lanzmann et J.T. Desanti se placent au contraire dans une perspective d'inspiration marxiste.

« La gauche n'est pas un état d'âme, ni une tendance idéologique, elle ne manifeste pas un goût de destruction inhérent à la nature humaine, elle n'exprime pas l'inquiétude de l'esprit sous une figure indéfinie : elle

se définit très précisément par sa volonté d'abolir l'exploitation de l'homme par l'homme » (6).

« Nous pourrions appeler « gauche véritable » les formations politiques qui furent à un moment l'expression de l'alliance entre la classe révolutionnaire et les couches sociales dont les intérêts, sur certains points et pour un temps, convergeaient vers ceux de la classe révolutionnaire » (7).

## II. La gauche, catégorie philosophique ?

Seules ont été étudiées jusqu'ici les définitions donnant de la gauche une dimension politique, sociale ou économique, mais bien des auteurs ont voulu aller plus loin et transcender les débats de formes pour donner de la gauche une définition philosophique qui en fasse l'égal d'une école morale. Ces auteurs définissent alors la gauche par une conception de l'homme et de la nature. Certains voient dans la confiance en la puissance et le dynamisme de l'homme l'essence de la « gauche éternelle », d'autres insistent plutôt sur la revendication de justice, sur le sens de la solidarité, sur la recherche de la vérité, et invoquent *Antigone* contre *Créon*.

L'unité de ces diverses définitions n'est peut-être qu'apparente. Elle disparaît de toutes façons à partir du moment où la réflexion cesse d'être spéculative pour devenir pratique. Et même le chrétien de gauche peut-il accepter une forme d'humanisme qui privilégie l'attitude prométhéenne au détriment de l'attitude proprement religieuse ? Le matérialiste n'aura-t-il pas tendance à rejeter toute pensée qui fonde la grandeur de l'homme sur le rachat divin ? Sans doute peut-on définir la gauche par l'humanisme, mais pour ajouter aussitôt qu'il y a plusieurs humanismes.

Parmi les définitions « philosophiques » de la gauche, citons :

Alain : « Est de gauche... le héros d'intelligence. Je ne veux pas dire qu'il soit très intelligent ou très savant ; on peut être très intelligent et trahir l'esprit dix fois par jour. Le héros d'intelligence se dit, en ses meilleurs moments, que l'honneur de l'homme serait de vivre selon le vrai, quoi qu'il lui en puisse coûter ; et que la première trahison est de se boucher les yeux à ce qui le gêne, prenant même l'ironique précaution de se dire et de dire que nul ne peut connaître le vrai.

(1) ARON (Raymond), *L'opium des intellectuels*, Paris, Calman-Lévy, 1955, p. 43.

(2) ARON (Raymond), *op. cit.*, p. 16.

(3) MEYNAUD (Jean) et LANCELOT (Alain), *Les attitudes politiques*, Paris, P.U.F., Que Sais-Je?, 1962, p. 86.

(4) DUVERGER (Maurice), *Constitutions et documents politiques*, Paris, P.U.F., Thémis, 1960, p. 275.

(5) DUVERGER (Maurice), *op. cit.*, p. 275.

(6) LANZMANN (Claude), « L'homme de gauche », *Les temps modernes*, numéro spécial, 112-113, 1955, p. 168.

(7) DESANTI (J.T.), « Réflexions historiques et critiques sur la notion de gauche », *Les temps modernes*, *op. cit.*, p. 1700.

Ponce-Pilate demandant : « Qu'est-ce que la vérité? », était-il assez homme de droite » (8).

E. Berl : « Le tempérament de Bergson, autant qu'il me paraisse, l'inclinait plus à droite qu'à gauche : l'horreur du débraillé... Mais il a suffi qu'un jour, il se dise : après tout, on ne sait pas ce qui va arriver, pour que sa pensée se déporte vers la gauche, fût-ce à regret. Quand on écrit : « Il n'est pas impossible que la mort même soit surmontée », on ne peut plus être de droite » (9).

J.M. Domenach : « Peut-on parler d'un gauche là où s'est émoussé ce simple sentiment d'une solidarité humaine pour les opprimés et les souffrants » (10).

F. Mauriac : « Nous nous interrogeons souvent sur ce qui sépare essentiellement la droite et la gauche. Je vois d'abord cette ligne de partage : il y a ceux qui font follement confiance à l'homme, la postérité de Rousseau ; et les sages qui s'en méfient, mais dont la méfiance a vite fait de tourner au mépris » (11).

## A Dictionary of the Social Sciences, Londres, 1964.

A. *Current meanings*. 1. In their most general sense, *left* and *right* are each used to characterize three main tendencies of socio-political thought and action. Thus the *left* possesses (a) belief in a greater rather than a lesser degree of educability in the human race; (b) a greater faith in the power of institutions to influence or determine human conduct; (c) the recognition of many social rights and social needs, either as essential to the preservation of individual rights and needs, or as superior to those of the individual, whenever conflict occurs, whereas the *right* is characterized by (a) acceptance of the value of established authorities in controlling irrational and only limitedly educable human beings; (b) acceptance of evolved institutions only; (c) emphasis on individual rather than social needs and rights, except where individual needs appear to be more fully satisfied within those of traditionally valued and over-riding authorities, like Church and State.

2. Further light on the content of these tendencies may be afforded by reference to the following notions, necessarily imprecise, which in different countries and at different times, have entered into them.

Characteristic of the *left* are (a) desire for change (more change, most change, rapid change, more or most rapid change); (b) acceptance of or belief in the inevitability of violence, as compared with evolution or with parliamentary action, as a method of change; (c) objection to Church participation in political action and decision, and in particular in control of education; (d) belief in State responsibility for some part or the whole of individual welfare; (e) belief in the necessity or desirability of State intervention in, or partial or total control of the processes of production,

distribution and exchange; (f) belief in individual liberty, including freedom from State interference in economic activities; (g) belief in the equality of all in political rights and before the law; (h) belief in the right of ethnic and sometimes linguistic (but rarely cultural or religious) minorities to independent self-government; rejection in all other cases of national or nationalist sentiments in favour of international organization and co-operation, or of federal, functional-federal, or simply unitary supra-national authorities, as manifestations of a belief in the common heritage and destiny of all men; (i) belief in the need to protect advanced and especially socialist societies from corrupting contact with less advanced or less socialist societies; (j) rejection of respect for tradition, in favour of reason, as the basis of political judgement, and often in its turn, rejection of reason in favour of certain emotions, like desire to help the weak, or trust in the people; (k) sometimes rejection of religion in favour of humanism; (l) emphasis on the element of « consent » in the belief in « government by consent ».

Characteristic of the *right* are (a) belief in a minimum of change, or in caution, or in stability, or in a return to past forms of government; (b) belief in religion, or in Church influence, as stabilizing and moralizing factors in political life, and especially in education; (c) belief in the limitation of State activities to the maintenance of law and order, internal and external, or only in such extensions of it as are suggested by current experience; (d) belief in State intervention in economic life largely or exclusively by means of tariffs, where overall national interest appears to justify such intervention; (e) belief in individual freedom; (f) distrust of free individuals; (g) scepticism regarding any projects for creating new independent States and sacrificing any of the rights of existing States, except in so far as some merging of national rights with those of similarly-minded States may be expected to preserve something of a particular national tradition against a powerful external threat; (h) acceptance of human inequalities as natural and capable of modification only within narrow limits; (i) belief in the guidance offered by a limited number of basic emotions, like patriotism and love of family and kin, and in religion and tradition as guides to political behaviour; (j) emphasis on the element of « government » in the belief in « government by consent ».

B. *Origin*. 1. *Left* and *Right* were first used as political terms in France during the Revolution, but the precise circumstances of the origin of this usage are

(8) ALAIN, *Eléments d'une doctrine radicale*, 1925, cité par DUVERGER (M.), *Constitutions et documents politiques*, p. 275.

(9) BERL (Emmanuel), *La Parisienne*, numéro spécial, octobre 1956, cité par DUVERGER (Maurice), *op. cit.*, p. 280.

(10) DOMENACH (Jean-Marie), *Esprit*, nov. 1952, p. 702, cité par ARON (Raymond), *L'opium des intellectuels*, Paris, Calmann-Lévy, 1955, p. 45.

(11) MAURIAC (François), *Mémoires intérieures*, Paris, Flammarion, 1959, p. 129.

obscure. The commonest explanation is that at the first joint meeting of the States-General on May 5, 1789, or at its second, the *séance royale* of June 23, the Nobility took the place of honour, on the right hand of the King (who sat in the middle of one of the long sides of a flattened ellipse) and the Third Estate went to the King's left.

There are, however, other versions and all accounts must be accepted with reserve. What is certain is that within a very short time, the more revolutionary Deputies were sitting on the left of the National Assembly and the more conservative on the right. The modern (feminine) French forms *la droite* and *la gauche* (presumably for *la partie droite*) occur as early as 1791, and soon became the accepted forms.

At this stage, the meanings of the two terms were simpler and more precise than they have been at any time before or since. To be on the left was to be for the Revolution, that is, in its gradations, to be in favour of change, or more change or most change; to be on the right was to desire no change, or some return, or a total return to the past.

2. The terms and the conflict which they expressed were revived after 1815. For the next century, at least, *left* and *right* in France continued to describe, in the first place, attitudes to the Revolution — not to a possible, future revolution, but to the Revolution of 1789. As late as 1930, A. Siegfried (*Tableau des Partis en France*, Paris: Grasset, 1930, p. 57) claimed that « acceptance of the spirit of 1789 is the essential demarcation between right and left ». By then, however, two new elements had been added to the content of the terms. To be *left* was (from about 1852 onwards) also to be *anti-clerical*, while to be *right* was to proclaim, in effect, one's acceptance of *clericalism* by denying the existence of a clerical problem.

About the same time, or a little earlier, the rise of the Socialist movement brought to the semantic content of *left* and *right* a third element, namely, an attitude to the idea of State intervention in economic life. Here, again, there were gradations, maximum *leftness* implying a desire for total State control of industry (though often not of agriculture) and maximum *rightness* a lip-service to the idea of complete economic freedom, which, however, was not normally incompatible with a belief in protective tariffs. In the first half of the 20th century in France, therefore, the *left* was composed of those parties whose adherents believed, in varying degrees, in the spirit of 1789 as defined above, in anticlericalism and in State intervention, while *rightness* — a more negative and often defensive attitude — implied a rejection of all three.

3. Since World War II, various factors have combined to blur the earlier distinction between the two terms in the country of their origin, and to make them less useful. The Communists' « belief in dictatorship has led increasing numbers (though still a minority) to class them with the *right* (a proposal that the Com-

munist group in the National Assembly should sit on the extreme right was defeated in 1951). The role of rightwing leaders like M. Marin, M. Laniel, M. Mutter, M. Jacqinot and others in the war-time resistance movement and therefore in the defence of the Republic blurred the old distinction at its roots, and the acceptance by right-wing leaders like M. Pinay of « supra-nationalism » and « Europeanism », that is, of some of the internationalism which had been a *left* attitude, continued the process. The emergence of a strong left Catholic movement, the M.R.P., and the increasing Radical dislike of any further extension of State economic activity helped to take away much of the meaning of the other principal criteria of *leftness*, so that it can now be and often is convincingly argued in France that the two terms have lost all useful meaning and function.

C. Although the influence of French revolutionary ideas and practices gave the terms currency in many continental countries, they never acquired either the emotional aura or the sporadically cohesive force that they had in France.

In English-speaking countries their acceptance was even slower, and most 19th-century uses refer to France. The world *left* was used in England from the 1920s onwards, sometimes to describe the Communists, sometimes covering Communists and Socialists and sometimes covering Liberals as well. But in all European countries outside France in recent years, both *left* and *right* are more commonly used to describe *internal party divisions*. Thus in Britain the *left* of the Conservative party meant (and probably still means) those Conservatives who were ready to accept something of concepts like economic planning, redistributive taxation, social services and colonial freedom, and the *right* those who opposed these things. For a long time, the *left* of the British Labour Party meant either those who believed in socialism or those who wanted a more rapid approach to socialism and the *right* those who were either non-socialist or whose concept of socialism was more evolutionary.

The term *right* is most commonly (though not exclusively) used as a pejorative term, by those who believe themselves to be on the left.

In the USA, on the other hand, it is *left* which most often has a pejorative sense. Both *right* and *left* are used, though less commonly than in Britain, to describe loosely-conceived wings of the Republican and Democratic parties. The *left*, in its wider connotation, means in the USA an unorganized but self-recognizing minority, composed mainly of intellectuals, whose *leftness* is characterized by ideas ranging from a desire for governmental assistance in the area of medical service to the belief that the Russian and even Chinese Communist States are realities of the 20th century that cannot be met simply by blind opposition.

W. Pickles.

